

À droite, le combat pour la primaire est lancé

À trois mois du vote des militants, les principaux candidats sont entrés dans le vif du sujet ce week-end. Les premiers échanges musclés annoncent une compétition virulente.

Nicolas Sarkozy promettait une entrée en campagne fracassante. Le coup semble réussi. Ses propos musclés, distillés tout au long de la semaine dernière, ont marqué les esprits. Les autres candidats ne peuvent l'ignorer et sont désormais forcés de se positionner par rapport à lui. L'ancien président de la République a obtenu ce qu'il voulait : s'installer au centre de la campagne.

Reste à voir si la méthode Sarkozy, savamment orchestrée, portera ses fruits ? Les premiers effets semblent prometteurs, si l'on en croit un sondage TNS Sofres pour *Le Figaro* diffusé hier. Nicolas Sarkozy et Alain Juppé font désormais jeu égal au premier tour de la primaire. L'écart entre les deux hommes est en train de se réduire.

Nicolas Sarkozy a choisi de faire feu de tout bois. Il multiplie des pro-



Nicolas Sarkozy.

positions que le FN ne renierait sans doute pas. Il n'hésite pas à brocarder ses concurrents, Alain Juppé en tête, dont les « oreilles sensibles » ont sifflé samedi, au Touquet. Ce faisant, Nicolas Sarkozy s'expose à un double risque. D'abord, celui d'en faire toujours plus, jusqu'à en faire trop, pour tenir sur la longueur. En-



Alain Juppé.

suite celui de concentrer sur lui les attaques des autres candidats. Alain Juppé lui a rendu la monnaie de sa pièce, hier matin, sur *Europe 1*, moquant l'activisme de l'ancien Président : « L'autorité, ce n'est pas l'agitation. La modération, ce n'est pas facile. C'est extrêmement difficile de garder son sang-froid, de

garder son équilibre. C'est extrêmement facile de se précipiter aux extrêmes, et c'est ce qui se passe aujourd'hui. »

François Fillon a été plus offensif encore (*lire ci-dessous*), allant jusqu'à attaquer son rival sur ses démentés avec la justice : « Qui imagine un seul instant le général de Gaulle mis en examen ? »

Dans ce combat des chefs, les autres candidats, distancés dans les sondages, peinent à exister. Ils rivalisent de formules ciselées pour renvoyer dos à dos les favoris. « Ils ont fait leur temps », a lancé Jean-François Copé. « Il n'y a qu'à ajouter Édouard Balladur et Valéry Giscard d'Estaing et les candidats seront au complet », a ironisé Bruno Le Maire. Cette fois, la guerre est déclarée.

Thierry RICHARD.

Mélenchon en route vers la présidentielle

Le candidat du Parti de gauche a réaffirmé, hier, à Toulouse, sa lutte « contre le règne de l'argent » en vue de 2017.

Jean-Luc Mélenchon n'a épargné personne. Ni la droite, ni le Parti socialiste et encore moins le gouvernement. « Hypocrites » aura été le leitmotiv d'un discours, durant lequel le porte-parole autoproclamé de la « France insoumise » a tenté de s'élever au-delà du débat sur le burkini. L'eurodéputé a critiqué les maires qui veulent l'interdire, malgré la décision du Conseil d'État, et « la police des vêtements » qui « mesurera bientôt la longueur des barbes ».

Prônant lui, « la liberté de conscience » et « la liberté de culte », Jean-Luc Mélenchon dit vouloir, une fois au pouvoir, refuser tout financement public des lieux religieux. Puis, le candidat est très vite revenu à sa lutte contre le « règne de l'argent » et « la précarité extrême », contre « le traité de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis ».

Il s'est imposé, à Toulouse, en unique porte-drapeau de la VI^e République. Un tacle pour le frondeur socialiste, Benoît Hamon, lui aussi en meeting hier, lui aussi favorable à un renouveau constitutionnel.

Jean-Luc Mélenchon, qui avait recueilli 11,1 % à la présidentielle de 2012, doit encore convaincre. Selon un sondage Odoxa pour *Le Parisien*, six Français sur dix ont une mauvaise



Jean-Luc Mélenchon, hier, lors d'un pique-nique militant à Toulouse.

opinion de lui. Un chiffre à relativiser puisque le fondateur du Parti de gauche gagne 6 points d'opinions positives par rapport à novembre 2014 et reste, pour 41 % des sondés, celui qui « incarne le mieux les idées de la gauche ».

Là est tout le défi de sa candidature. Se poser, lui, « le poil à gratter » qui refuse de participer à la primaire, en alternative au PS et fédérer les partisans de la gauche. C'est à Lille, à la mi-octobre, que Jean-Luc Mélenchon détaillera son programme pour 2017. Encore faut-il qu'il parvienne à réunir les parrainages d'élus nécessaires pour se présenter à la présidentielle.

La canicule, c'est fini. L'été ? Pas encore

Après les records de chaleur partout en France, la semaine dernière, les températures descendent mais restent estivales.

Jamais la fin d'un mois d'août n'aura été aussi chaude dans l'Hexagone. Pendant une semaine, des records de chaleur ont été battus par dizaines, selon Météo France, jusqu'à 10 °C au-dessus des normales.

C'est l'Ouest qui a ouvert le bal, dès mardi dernier. À Nantes d'abord, avec 36,3° à l'ombre, du jamais vu depuis 1961, puis à Rennes (36°), à Cherbourg (30,1°) et même à Landivisiau, dans le Finistère, où les 30,6° ont battu le record de 2005.

Cette situation exceptionnelle, de par son côté tardif, a entraîné le déclenchement du plan canicule dans 48 départements. Des brumisateurs ont été distribués dans le Nord, des pommeaux de douche ont été installés sur les bornes à incendie en région parisienne et des salles climatisées ont ouvert à Paris.

En juillet déjà, rappelle le ministère de la Santé, un épisode caniculaire a causé la mort de deux travailleurs. Ce mois-ci, on constate seulement une explosion du nombre d'hospitalisations d'urgence et d'interventions de SOS médecins et des pompiers, pour cause d'hyperthermie ou de déshydratation. On est loin des 15 000



À Lyon, vendredi, la température a frôlé 40 °C avant de retomber, hier, à 30 °C.

décès de la canicule de 2003, plus longue et plus intense.

C'est aussi par l'Ouest que s'est amorcée, hier, la descente des températures. Le retour à la normale gagne désormais toute la France. L'alerte canicule a été levée hier. Mais la semaine qui commence restera douce et estivale avec des températures à + 5 °C par rapport aux moyennes. La rentrée devra toutefois composer avec des orages, parfois accompagnés de grêle, sur une zone allant du nord est au sud ouest. Profitons des derniers rayons de l'été avant que n'arrive l'automne.

À Sablé, François Fillon sonne la charge contre Nicolas Sarkozy

Reportage

L'austère François Fillon a sorti hier l'artillerie lourde et les formules choc, boosté par une équipe de campagne gonflée à bloc : « Aujourd'hui, nous avons gagné la bataille de la mobilisation », a-t-il lancé devant plus de 3 000 militants réunis pour sa rentrée politique.

Le parc du château de Sablé-sur-Sarthe était pour l'occasion pavé sous le soleil de drapeaux tricolores. Et les assiettes des convives garnies de poulets de Loué.

Au premier rang de ses soutiens politiques sont venus Gérard Larcher, président du Sénat, qui se dit « fier de lui donner [son] parrainage », et Gérard Longuet, l'ex-ministre de la Défense. Plus discrète, Pénélope Fillon, l'épouse de François Fillon, est aussi au meeting.

« Politique des illusions »

« Soixante-dix parlementaires ont donné à François Fillon leur parrainage pour la primaire de la droite et du centre », confirme Bruno Retailleau, président du groupe des Républicains au Sénat. Vous verrez que le 20 novembre, pour le premier tour de la primaire, ces parrainages limiteront le nombre de candidats à une demi-douzaine ».

L'enjeu pour le camp Fillon est très clair : mobiliser un électoralat de la droite et du centre « et ne pas nous laisser supprimer la primaire, car il n'y aura pas de session de rattrapage », explique Bruno Retailleau.

« Nous devons dépasser le spectre d'une élection qui serait limitée aux seuls militants », explique le député européen et maire de Sa-



François Fillon a reçu le soutien de Gérard Larcher, président du Sénat.

blé, Marc Joulaud (LR), député de constater que « beaucoup ignorent que le scrutin est ouvert à tous les citoyens ».

À trois mois de la primaire, en retard dans les sondages, Fillon sait qu'il n'a aucun droit à l'erreur. Il offre son premier tacle, sans le nommer, à Nicolas Sarkozy : « Ceux qui ne respectent pas les lois de la République ne devraient pas pouvoir se présenter devant les électeurs, a-t-il lancé en durcissant le ton. Il ne sert

à rien de parler d'autorité quand on n'est pas soi-même irréprochable. Qui imagine le général de Gaulle mis en examen ? ».

Le ton du candidat s'est durci : « Je ne suis pas là pour faire rêver, pas un bonimenteur, pas un opportuniste. Je veux rompre avec cette politique des illusions et des promesses intenable », martèle-t-il, révélant qu'il a renoncé à se présenter en 2012 par discipline et loyauté envers l'ex-Président.

Les formules chocs se succèdent : « Faire du burkini le seul sujet d'actualité de l'été, c'est du pain béni pour les totalitaires. » La présidence Hollande n'y échappe pas. François Fillon parle d'un « quinquennat désastreux » et dit que « 2017 ne peut pas être une revanche. Les Français méritent autre chose qu'un duel entre un président battu et un président dont ils ne veulent plus ».

Eric de GRANDMAISON.

La FNS en bref

Le regard de Chauvu



Pas de loi sur le burkini, confirme Cazeneuve

Le gouvernement n'entend pas légiférer sur la question des vêtements religieux à la plage, notamment du burkini, car une telle loi serait « inconstitutionnelle », « inefficace » et cause de « tensions », déclare Bernard Cazeneuve dans une interview à *La Croix*. Alors qu'il organise aujourd'hui une journée de consultations à son ministère sur l'islam de France, il

souhaite que les musulmans s'engagent pour l'égalité hommes-femmes. Le ministre de l'Intérieur estime que la France « a plus que jamais besoin d'une relation apaisée avec les musulmans », ce qui suppose que ces derniers « s'engagent dans une défense totale de la République face au terrorisme, face au salafisme ».

Hamon, candidat du « rassemblement de la gauche »

Benoît Hamon, candidat à la primaire initiée par le PS, a tenu hier à Saint-Denis son premier meeting, en déclarant se mettre « au service de l'unité et du rassemblement de la gauche ». L'ancien ministre de l'Éducation estime que « jamais les convergences n'ont été aussi fortes » entre écologistes, communistes et socialistes, concernant notamment le modèle de développement, la VI^e République, l'école et l'Europe. Le député des Yvelines a esquissé les grandes lignes de son programme : défense d'une « économie altruiste » et respectueuse de l'environnement, réduction du temps de travail, création d'un revenu universel d'existence versé à chaque citoyen français, aide gratuite au devoir pour tous les écoliers et collégiens...



À l'agenda cette semaine

- Lundi**
 - Meeting du gouvernement et des groupes parlementaires de la majorité à Colomiers, près de Toulouse.
 - Colombie : entrée en vigueur du cessez-le-feu avec les Farc, forces armées révolutionnaires. L'accord de paix signé mercredi a mis fin à 52 années de conflit armé.
- Mardi**
 - Discours de François Hollande en ouverture de la semaine des ambassadeurs à l'Élysée.
 - Université d'été du Medef à Jouy-en-Josas (mardi et mercredi).
 - Présentation du plan de régulation de la production de lait.
- Mercredi**
 - Brésil : fin du procès en destitution de la présidente déchu Dilma Rousseff.
 - Birmanie : Aung San Suu Kyi engage des pourparlers de paix avec 700 représentants de groupes rebelles pour tenter de mettre fin à des décennies de guérilla.
- Jeudi**
 - Rentrée scolaire des élèves de primaire, élémentaire et secondaire.
- Vendredi**
 - Réunion des ministres européens de l'Agriculture, à Chambord.
- Samedi**
 - Campus des jeunes Républicains à La Baule, avec les principaux candidats à la primaire (et dimanche).
- Dimanche**
 - Canonisation de Mère Teresa, au Vatican.

Joël Le Gall.

Philippe Renault.

O.F.